

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Guadeloupe

Bravo à Élie Domota et au LKP

!

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2009

Démocratie & Socialisme

Elie Domota est à la tête d'un collectif, d'un grand front unique de quarante organisations guadeloupéennes (LKP). Il a contribué à faire gagner une des plus grandes luttes de l'histoire de l'île. Domota a dénoncé les « Békés qui voulaient réduire le peuple antillais en esclavage » et a exigé que TOUS les patrons du Medef appliquent l'accord signé. Quoi de plus légitime puisque le ministère du Travail a annoncé la procédure d'extension à toutes les entreprises guadeloupéennes de l'accord conclu pour les 200 euros en Guadeloupe. C'est signé. C'est légal.

L'accord doit être « étendu » : « entre 200 et 250 euros pour les salaires jusqu'à 1,4 du Smic » ! Toutes les entreprises làbas doivent le respecter, c'est dorénavant une question d'ordre public social et on sait d'avance, de longue expérience, que les békés antillais vont y résister de toutes leurs forces s'ils n'y sont pas contraints.

Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP s'est lâché dans les médias : il n'a pas hésité à appeler « tontons macoutes » les militants grévistes partisans d'Elie Domota et à les dénoncer les « opérations d'intimidation » des « bandes » qui faisaient le tour des usines pour faire respecter les accords signés.

En fait, l'honneur est du côté des Guadeloupéens bien sûr : heureusement qu'ils veillent aux respect des accords signés. C'est Lefebvre qui se comporte comme un chien de garde de l'ordre sarkozien aux abois. Parce que Sarkozy a besoin de tout déminer, de diviser les chercheurs, les enseignants, les étudiants, les hospitaliers, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane, la Bretagne et l'Auvergne, l'UMP (Union pour le maintien de la pwofitation) essaye de « casser du Domota », de salir les premiers vainqueurs d'Outre-mer de peur qu'ils ne fassent école en métropole. Le Figaro n'hésite pas : « Elie Domota menace les patrons », « Comportement séditieux de quelques individus en Guadeloupe », « Agissements des gros bras du collectif « contre la pwofitation » (LKP). La droite affirme que « les déclarations de leur chef relèvent du droit pénal » en les qualifiant de « propos dignes du sinistre président du Zimbabwe, Robert Mugabe ».

Pardi, le mot d'ordre est clair, c'est de l'amalgame raciste classique, tout ça c'est des noirs, ce sont donc des « tontons macoutes » comme à Haïti ou au Zimbabwe...

Des noirs qui voudraient « organiser le hold-up de la Guadeloupe » répètent Le Figaro et Lefebvre qui prétendent « affranchir la Guadeloupe et les guadeloupéens de la dictature de pseudo-syndicalistes ». Sur France Inter, Lefebvre est encore plus raciste et antisyndical : il assimile « les images » des « gros bras » noirs qui déambulent dans les rues, aux sombres macoutes de la dictature haïtienne.

Pourquoi y aller avec le dos de la cuillère s'ils veulent séparer « là-bas » et « ici » ?

Avant que le 19 mars, huit syndicats unis n'organisent le « hold-up » de Paris et de toutes les villes de France, n'est-ce pas ? Quelquefois qu'ils soient cinq millions dans les rues et crient eux aussi « 200 euros pour tous » en faisant grève et en manifestant aussi contre la pwofitation - comme à Pointe-à-Pitre, Saint-Denis, ou Fort de France.